



HAL
open science

Incertitudes bioclimatiques et politiques Agricoles au Sénégal: implications méthodologiques pour une étude des stratégies des exploitations agropastorales familiales dans la communauté rurale de Thièl (Ferlo – Sud, Sénégal).

Ibrahima Thiam, Mohamed Mg Gafsi, Uwizeyimana Laurien

► To cite this version:

Ibrahima Thiam, Mohamed Mg Gafsi, Uwizeyimana Laurien. Incertitudes bioclimatiques et politiques Agricoles au Sénégal: implications méthodologiques pour une étude des stratégies des exploitations agropastorales familiales dans la communauté rurale de Thièl (Ferlo – Sud, Sénégal).. Dynamiques territoriales: des potentialités au Développement Durable, l'Université Paul Verlaine de Metz et l'Université Sidi Mohamed Ben Abdallah de Fès., Apr 2007, Fès, Maroc. hal-04084091

HAL Id: hal-04084091

<https://hal.science/hal-04084091>

Submitted on 27 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Incertitudes bioclimatiques et politiques Agricoles au Sénégal : implications méthodologiques pour une étude des stratégies des exploitations agropastorales familiales dans la communauté rurale de Thièl (Ferlo – Sud, Sénégal).

Auteurs:

1. Ibrahima THIAM, Doctorant en Etudes Rurales/mention « Economie », INP-ENSAT, UMR Dynamiques Rurales (UTM/INP-ENSAT/ENFA), ENFA – Auzeville Tolosan, BP 22 687, 31 326 Castanet Tolosan Cedex. ithiam68@netscape.net
2. Mohamed GAFSI, Maître de Conférences, Enseignant - Chercheur, UMR Dynamiques Rurales, ENFA – Auzeville Tolosan, BP 22 687, 31 326 Castanet Tolosan Cedex. mohamed.gafsi@educagri.fr
3. Pr Laurien UWIZEYIMANA, Enseignant - Chercheur UMR Dynamiques Rurales, UTM, 5 allées Antonio Machado F-31058 Toulouse Cedex 9. Email : uwizeyim@univ-tlse2.fr

Remerciements : Nous tenons à remercier la Coopération française et le Directeur du Développement Durable du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France à Dakar, pour nous avoir aidés à mener à bien cette étude.

Résumé

L'environnement des exploitations agropastorales familiales de la communauté rurale de Thièl¹ a beaucoup évolué depuis 1960, date de l'indépendance du Sénégal. Au-delà des différentes incertitudes et crises bioclimatiques traversées par les secteurs agricole et pastoral (sécheresses, épizooties et autres calamités naturelles), le contexte socioéconomique et démographique s'est beaucoup dégradé au début des années 90. L'application de politiques d'austérité (Programmes d'ajustement structurel) s'est fait au détriment des producteurs ruraux, ignorant totalement leurs objectifs et finalités stratégiques. Concrètement cela s'est traduit par une libéralisation des services aux producteurs, une privatisation et une disparition des sociétés nationales d'encadrement, le désengagement de l'Etat. Il a ainsi été constaté, dans la plupart des pays ayant appliqué de telles politiques, une augmentation des risques productifs, de la précarité et de la vulnérabilité des activités agropastorales. Par ailleurs, la mondialisation de l'économie n'a pas épargné l'Agriculture sénégalaise. Partant de ce postulat traduisant un changement sans commune mesure des environnements productifs des agropasteurs sénégalais, nous proposons une méthodologie permettant de mieux cerner les stratégies déployées par ces derniers pour faire face à ces incertitudes.

Le concept de moyens d'existence durables (MED) est mobilisé comme cadre d'analyse des environnements incertains. Mieux qu'une simple analyse purement agro-économique des stratégies génératrices de revenus agricoles basés sur les capitaux terre, capacité de travail et espèces, la méthode MED met l'accent sur la dimension cognitive, sociale de certains capitaux d'exploitation (compétences, réseaux sociaux) facteurs d'avantages comparatifs permettant de générer des moyens d'existence durables.

Mots clés : Sahel, Sénégal, Thièl, exploitations agropastorales familiales, incertitudes, moyens d'existence rurales durables.

Abstract

Agro-pastoral Family Farm Systems in Thièl Rural District in Senegal have mutated a lot since the 1960s. This is a consequent of different uncertainties such as bio-climatic crisis that characterizes the agro-pastoral regions (dryness and others natural calamities such as off-season rainfalls, animal epidemics, overgrazing, etc). Besides, the demographic and socioeconomic contexts have also deteriorated since the beginning of the 1990s. The implementation of the Structural Adjustment Programs (SAP) in Sub-Sahara Africa; whose objectives and strategies did not involve local actors consequently increasing the socio-economic vulnerability of the Sahel regions. Since the introduction of SAP, production risk and poverty have become two characteristics of rural producers. In other way, Globalization process is a new reality in agricultural context.

So all these developments can deeply condition the farmers' environment and activities, justifying a new methodology for a study of different strategies they have developed for survival.

That is why we use a new framework analysis, the Sustainable Rural Livelihoods (SRL) Concept, to apprehend all the dimensions of these strategies. The advantage of this concept is to mobilize immaterial capital (Social Capital and Competences) as productive resources that can permit to attempt Sustainable Rural Livelihoods.

Key Words: Sahel, Senegal, Thièl, Agro-pastoral Family Farms, uncertainties, Sustainable Rural Livelihoods.

Introduction

Le Sahel sénégalais, comme la plupart de la frange septentrionale de l'Afrique, est connu pour ses

¹ Thièl ou Thieul (selon la littérature). Cependant, les écrits de l'administration adoptent la première écriture cause pour laquelle nous nous sommes rangés.

sécheresses et la forte pression qui pèse sur les ressources naturelles (Scoones, 1998, Diouf, 2000). Les pouvoirs politiques ont, subséquentement, toujours basé leurs stratégies d'encadrement partant d'un zonage agroécosystémique. Les différentes régions du Sénégal ont été typées en trois zones : le Sahel pastoral, la zone soudanienne agropastorale et la zone sud soudanienne plus agricole.

Mais au-delà de cette typologie, se cache d'énormes disparités locales. Différentes études menées récemment dans cette région (Diouf 2000, Thiam, I. 2001 et 2003) montrent que la communauté rurale de Thièl, à la lisière du Sahel pastoral et du bassin arachidier agropastoral étale toute la limite d'une échelle d'analyse régionale dans l'application de politiques de développement rural. Pour mettre en exergue l'hétérogénéité locale, nous proposons une analyse historique sur une période de quarante sept ans (1960 à nos jours) des modes d'encadrement et d'intervention publique sur le milieu rural sénégalais en général et local en particulier.

Partant de cette analyse contextuelle, nous dégagerons en quoi une nouvelle approche de recherche basée sur le concept de MED, « moyens d'existence durable » (traduction de l'anglais *Sustainable Rural Livelihoods*, SRL), paraît essentiel dans la compréhension des stratégies de survie de ces populations rurales et comme outil pour l'action (Scoones 1998 ; Durston 1998 ; Carney et al. 1998 ; Faichamps et Mintem 1999 ; Dfid 2001 ; Sharp et Smith 2003). En effet, à l'heure des réformes politiques (Loi d'orientation agrosylvopastorale de 2003) et de mise en application de documents de stratégies de réduction de la pauvreté (Dia et al, 2003), cette approche tient toute sa logique du fait d'une analyse globale mettant en exergue à la fois la dimension territoriale (du local au global), socioculturelle (rôle du chef d'exploitation mais aussi des dépendants, femmes et des jeunes dans les stratégies de recherche d'activités génératrices de revenus) agricole (au sens large c'est-à-dire agriculture et élevage) et extra agricole (migrations, commerces et services).

La méthodologie adoptée est basée sur une recherche et une analyse bibliographique des nombreux travaux conduits jusque là dans cette région ainsi que d'enquêtes récentes (juin 2006) dans le cadre de notre thèse.

I. L'environnement des exploitations agropastorales de Thièl

Le Ferlo a connu de fortes fluctuations traduisibles en contextes d'incertitudes avec augmentation des risques productifs (Scoones, 1998 ; Bennouna et al. 1997 ; Ka 1997) ayant contraint les systèmes de production et d'exploitation des agricultures familiales au cours de ces quarante cinq dernières années. En général, la rareté des ressources naturelles, élément central de ces systèmes de production, est devenue une réalité incontestée depuis les années 70 suite aux sécheresses récurrentes qu'a connues le Sahel et à la forte pression sur les ressources (tableau 1). Dans une zone comme Thièl, les possibilités d'accueil (nombre de têtes de bétail en UBT/hectare que peut contenir un territoire sans risque de dégradation et avec possibilité de régénération) ont été multipliées par deux.

Tableau 1 : Capacité de charge des unités pastorales² (Source : Ka, 1997.)

Unité pastorale	Superficies (ha)	Charge réelle (UBT ³)	Possibilité d'accueil (UBT)
Atch Bali	52.548	22.521	4.379
Amaly	46.510	30.128	6.644
Kamb	32.655	39.487	4.081
Mbar Toubab	47.186	43.803	3.630
Révane	73.331	15.526	9.166
Tessekéré	47.761	12.987	4.776
Thiargny	60.174	29.371	5.470
Thièl	84.290	16.469	8.429
Velingara Ferlo	74.033	27.719	10.576
Yaré Lao	71.426	26.553	3.759

La démographie des populations animales en zone sahélienne est de ce fait très sensible aux stress avec ses causes et ses conséquences (mortalités importantes souvent dues aux disettes, carences nutritionnelles et maladies adjacentes favorisées) liées aux fluctuations bioclimatiques.

En outre, le contexte récent est particulièrement marqué par la pression démographique humaine traduisible ici par un flux migratoire d'ethnies peul, wolof et sérère ayant débuté dans les années 80 à 90 ; flux s'étant traduit par une augmentation impressionnante des campements (Diouf, op.cit.).

Tableau 2 : Evolution du nombre de campement pastoraux à Thièl (Diouf A., 2000, enquêtes Thiam : 20064)

Périodes	Nombre de campements
1935-1970	20
1970-1980	33
1980-1990	64
1990-2000	94
En 2006	163

Cette migration, dont les causes sont à rechercher à l'échelle de la répartition de la population nationale (Dps 2003 : carte 1), s'est traduite par une augmentation de la concurrence et des enjeux sur le foncier. En effet, la forte densité de 220 h/km² dans la région de Diourbel (une des composantes du bassin arachidier et en outre région limitrophe au nord de la communauté rurale de Thièl⁵) est à l'origine de ce flux migratoire.

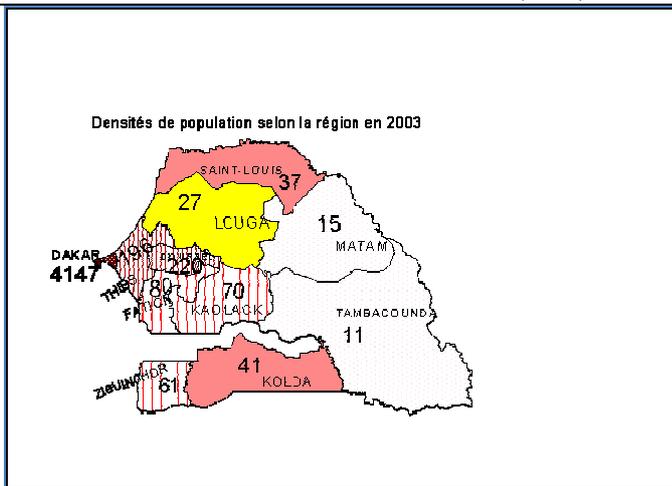
L'évolution de la population dans la région de Diourbel est fulgurante : en 1976, la densité était de 97 h/km² déjà et de 142 en 1988 (Barry et al. 2000). C'est ainsi que les populations de ces terroirs wolofs et sérères, fortement dégradées, ont vu en la décentralisation, de nouvelles opportunités de migration et d'accès à la terre. Ainsi, les risques climatiques (voire tableaux 4, 5 et figure 1) dans cette zone sont loin de décourager ces migrants.

² Les limites de ce concept, espace sectoriel des projets de développement sectoriel, sont quasi superposées à celles des communautés rurales des découpages administratifs.

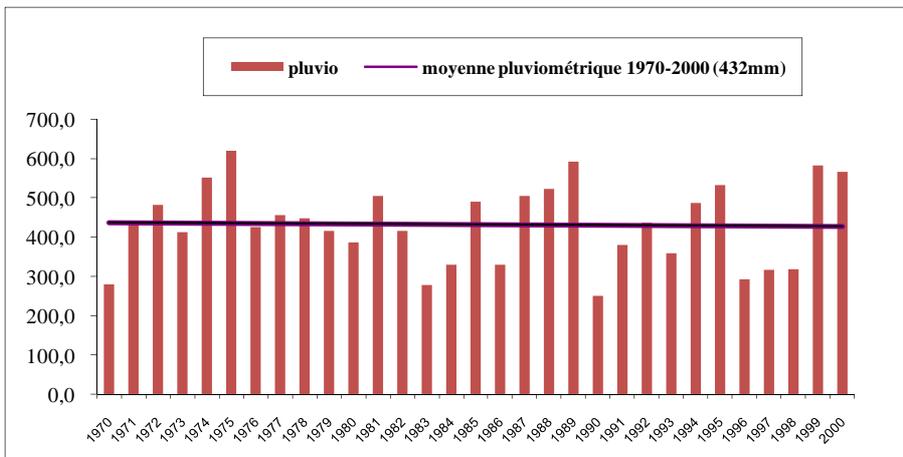
³ L'UBT (Unité de bétail tropical) est une unité standard des zootechniciens tropicaux qui, dans la logique de l'UGB (Unité Gros Bétail français) tient à évaluer à la fois la gestion des ressources naturelles (adéquation entre l'offre des parcours naturels des réserves sylvopastorales, principales ressources de base du pastoralisme) et en même temps sert de base au système de rationnement des bovins dans le cadre d'une production intensive (stabulations laitières, d'embouche...). L'UBT équivaut à un animal de 250 Kg à l'entretien consommant 6,25kg de matière sèche/100kg de poids vif.

⁴ Les enquêtes dont il est fait référence ici sont celles menées de juillet à octobre 2006 dans le cadre de mes travaux de thèse de Doctorat Essor (Inp-Ensat, Toulouse).

⁵ Thièl est située dans la région de Louga qui compte quant à elle 27h/km², 19,6h/km² pour le département de Linguère.



Carte 1 : Pression démographique au Sénégal (Dps, 2003).



Graphique 1 : variabilité pluviométrique annuelle à Thiès (Thiam, I., 2003)

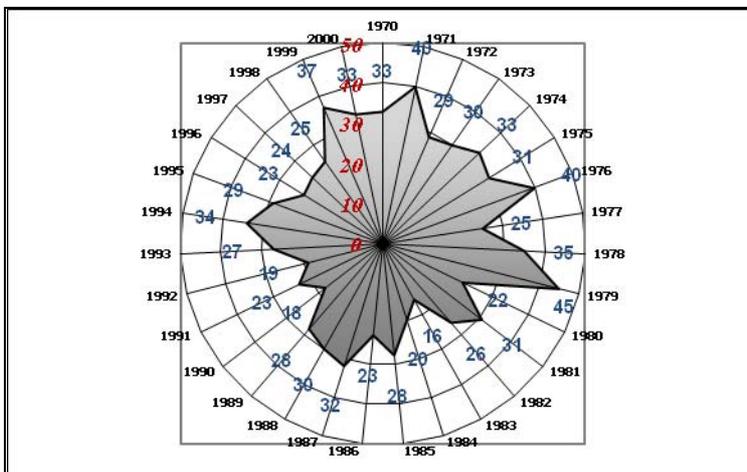


Figure 1 : instabilité annuelle de la durée des pluies (nombre de jours) de 1970 à 2000 à Thiès

A. Les politiques agropastorales au Ferlo : de l'interventionnisme au désengagement Etatique

Les politiques publiques menées sur le monde rural et de notre zone d'étude en particulier, seront abordés suivant la chronologie ci-après : les décennies anté et post indépendance (50 et 60) caractérisée par une politique dominante d'hydraulique pastorale ; les années 70 à 80 caractérisées par les politiques d'encadrement; les politiques d'ajustement structurel des années 80 et de décentralisation.

1. Politique vétérinaire et d'hydraulique pastorale : la continuité de l'Etat colonial

Le Ferlo a subi très tôt (années 50) l'interventionnisme étatique. En effet, la France, puissance colonisatrice à cette époque, a eu le mérite d'avoir combattu efficacement la peste bovine et la pneumonie contagieuse, deux maladies qui freinaient le développement du cheptel au Sénégal. Ce dernier n'étant plus décimé par ces redoutables maladies animales, a considérablement augmenté (tableau 4). Cette politique sanitaire a été couplée à une politique d'hydraulique pastorale (création d'un réseau de forages hydrauliques à gros débits).

Tableau 3 : Evolution du cheptel dans le département de Linguère (Santoir, 1983)

Années	1945	1950	1955	1960	1965	1970	1975
Bovins	76 500	97 100	220 000	120 000	220 000	296 000	241 500
Ovins et caprins	72 900	51 000	65 000	90 000	200 000	278 000	234 500

La maîtrise de l'eau devait constituer un facteur de sédentarisation des éleveurs et avait aussi pour objectif d'assurer l'approvisionnement des villes en produits carnés par l'insertion des éleveurs dans les circuits économiques nationaux (Thiam, M., 1991). L'Etat colonial, dont est hérité la plupart des réserves sylvopastorales sénégalais (cf. carte 2 ci-dessous), a ensuite misé sur la sédentarisation des pasteurs et leur intégration dans les circuits économiques nationaux (Grosmaire, 1957).

Après son accession à l'indépendance, le Sénégal n'a pas cherché à changer le mode d'exploitation du secteur, hérité de la colonisation. Cette politique d'hydraulique pastorale avait été, en effet, reprise par la Sodesp⁶ notamment grâce à ces deux programmes de production végétale (cultures et réserves fourragères) et d'hydraulique pastorale. Ces derniers avaient pour but de garantir la sécurité alimentaire des pasteurs, d'assurer un appoint fourrager conséquent au bétail en phase de reproduction pendant la période de soudure (Mai, juin et juillet) et de satisfaire les besoins en eau des hommes et du bétail dans la zone sylvopastorale. La Sodesp prenait en charge les équipements et les frais de fonctionnement des forages des zones où elle était implantée.

Ces politiques ont eu des retombées positives en ce sens que qu'elles ont permis par exemple d'exploiter des ressources naturelles (les parcours) jusque là peu exploitables à cause du manque d'eau. Elles ont aussi entraîné quelques retombées négatives dans la mesure où cette exploitation n'a pas pu être rationalisée (surpâturage : cf. tableau 1).

2. Politique foncière : une rupture inachevée facteur des incertitudes actuelles !

La politique foncière sénégalaise peut être considérée comme une réforme inachevée en ce sens que la nouvelle loi d'orientation agrosylvopastorale votée en 2003 est toujours en panne d'application (pas de décret d'application). Les politiques foncières, si délicates à appliquer, ont connu des fortunes diverses au Sénégal.

Suite à la sécheresse de 72-73, l'Etat sénégalais s'est voulu plus présent dans la mise en œuvre des politiques de développement rural. Au Ferlo, la décennie post indépendance a été marquée par l'application de la loi N° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national ; ce dernier couvrant presque 95% du territoire national. Cette politique a été initiée sous la présidence socialiste. Par cette loi, le président sénégalais entendait « réaliser une socialisation de la propriété foncière (statut des terres et formes d'usufruit) plus conforme à la tradition négro-africaine, revenir du droit romain au droit négro-africain, de la conception bourgeoise de la propriété foncière à la conception socialiste qu'est celle de l'Afrique... » (Keita, 1998). Le but était de favoriser une plus grande

⁶ Société de Développement de l'Elevage au Sénégal dans la zone sylvopastorale, créée par l'Etat sénégalais en 1975.

participation du monde rural au processus de développement et permettre à la grande masse paysanne (*baadolo*), qui l'avait élu, de posséder des terres le plus souvent entre les mains de quelques familles issues de l'aristocratie locale. Le foncier, suite donc à cette loi, est alors subdivisé en plusieurs compartiments reflétant les potentialités de chaque région écologique du pays : zones pionnières gérées par les sociétés de développement, zones de terroirs et domaine national. A ce dispositif s'ajoutent les titres fonciers, le domaine public de l'Etat et les zones et forêts classées dont dépend notre zone d'étude.

D'autres lois ont aussi fortement influé sur les environnements de production des exploitants. Le code forestier (loi N°98-164 du 20 février 1998) est venu s'appuyer sur la loi sur le domaine national en définissant des zones classées dites « réserves sylvopastorales ». Dans le Ferlo, le code forestier impose qu'un minimum de 50% des terres soit classé réserve sylvopastorale.

Avec la mise en place des communautés rurales déjà instituées par la loi 72-25 du 19 avril 1972, le Sénégal a connu une des premières expériences en matière de transfert de compétences aux populations bien que dans la pratique c'est l'Etat, à travers un savant dosage entre ses services déconcentrés et le respect du droit à la hache, qui continuait à tirer les ficelles. En vertu de cette loi et pour favoriser une gestion de proximité, c'est le conseil rural qui affecte et désaffecte les terres s'appuyant sur les services techniques (avis) avant une validation définitive par le sous-préfet (administration territoriale). Mais les moyens techniques (cadastre rural) comme financiers (redevances et taxes locales, budget décentralisé) n'ont pas suivi rendant l'application politique difficile.

Enfin les réserves sylvopastorales sont à la fois des zones de protection de la biodiversité faunique et floristique tout en assurant une exploitation à finalité économique de ces ressources par les populations pastorales. Cependant elles font face actuellement à une concurrence farouche de la part des pionniers agricoles dont les origines sont expliquées par Pélissier (1995) : « Quant aux espaces pastoraux, c'est sur eux que porte l'insécurité la plus grave [...] d'une extrémité à l'autre de l'espace sahélo-soudanien, aucune législation, traditionnelle ou moderne, n'a réussi, si tant est qu'elle l'ait voulu, à faire respecter les territoires pastoraux (pourtant « l'avenir de l'élevage sahélo-soudanien est dans la réussite de la territorialisation pastorale »), surtout si des équipements comme des forages, ou des innovations spéculatives comme les cultures maraîchères fouettent l'ardeur des défricheurs ». Un contexte nouveau lié aussi aux résultats mitigés des politiques sectorielles de l'Élevage dans cette localité.

3. Politique sectorielle de développement de l'élevage

Dans les années 1970, l'approvisionnement en viande des zones urbaines et principalement de Dakar, la capitale, restait un objectif prioritaire. En effet, au début de la décennie 70, le Sénégal apparaît comme le pays le mieux approvisionné en viandes et poissons parmi les pays de la sous-région ouest africaine. Les niveaux de satisfaction affichaient une consommation de 21,5 kg de viande et 46 kg de poissons consommés par habitant et par an.

Dans l'optique d'une valorisation des potentialités locales basées sur un zonage agro-écologique des régions, des sociétés nationales ont été mises en place un peu partout au Sénégal. La Sodesp au Ferlo est créée par la loi 75-61 du 2 juin 1975 pour exécuter le projet de développement de l'élevage dans la zone sylvopastorale et promouvoir l'exploitation des productions animales. La stratégie définie avait pour fondements : l'intensification de la production du bétail, la stratification de la production, l'intégration verticale et horizontale de la filière de l'élevage. Cette approche sectorielle des politiques publiques s'est traduite par la création de circuits verticaux venant compléter le dispositif hydraulique de maillage par les forages entamé dès les années 50 (Thiam, M. op.cit.). En 1974, après la grande sécheresse de 1972 – 1973 et les pertes en bétail qui en ont

découlé, la consommation en viande est tombée à 13 kg par personne et par an, dont 25 % provenait des importations, soit 12.000 tonnes, selon le 5ème plan quadriennal de développement 1977-1981. Le tournant a été atteint en 1980, année durant laquelle, les effectifs ont baissé de 15 % pour les bovins, mais ont augmenté de 15 % pour les ovins et caprins par rapport à ceux de 1970. La consommation moyenne par habitant s'est établie à 12 kg par an, avec seulement 4% d'importations, selon le 6ème plan quinquennal de développement 1981-1985. Donc de 1970 à 1980, les niveaux de consommation de viande par habitant ont baissé de 40 % en même temps que les importations (Thiam, M., op.cit.).

Cette politique sectorielle a privilégié les objectifs macroéconomiques. Si les ambitions de sédentarisation des populations pastorales, de stabulation et d'intensification de l'élevage sont anciennes, leur difficile mise en œuvre par la Sodesp et les résultats mitigés s'expliquent par une absence de certains acteurs dont les éleveurs des orientations.

Les plans d'ajustements structurels du milieu des années 80 vont en outre complètement changer l'orientation des politiques économiques en général et de développement rural en particulier.

4. Politiques d'ajustement structurel (P.A.S.) et décentralisation

Dans les années 80 et 90, on assiste à une réorientation des politiques publiques précédentes avec la mise en application des mesures d'austérité dictées par la conjoncture internationale. Celles-ci ont mené le Sénégal comme l'Afrique en général vers des plans d'ajustements structurels. Concrètement, cela s'est traduit au niveau des politiques pastorales par un désengagement de l'Etat des services publics de base, avec une privatisation des services vétérinaires aux éleveurs, la fin des opérations d'urgence pour les milieux incertains (Scoones, 1998 ; Batterbury et Warren, 2001).

La décentralisation s'est fixée comme objectif principal de responsabiliser les populations elles-mêmes dans la gestion de leurs propres ressources (transfert de compétences en matière de politique de gestion des ressources naturelles...). Ces objectifs sont louables mais ont rencontré d'énormes difficultés dans l'exécution. Des dérives sont observées dans les processus d'attribution du foncier et des manquements décelés dans le processus de transfert des moyens techniques et financiers

Le programme d'ajustement structurel va entraîner une multiplication d'organisations non gouvernementales d'appui au Développement et d'organisations paysannes encouragées par le FMI et la Banque mondiale. Mais ces structures n'ont fait qu'augmenter les incertitudes venant s'ajouter en tant qu'institutions dans la complexité locale des structures impliquées dans les processus de gestion des ressources naturelles. En outre, elles ne se sont pas substituées au rôle régalienn (l'encadrement rural) de l'Etat dans certaines zones défavorisées et enclavées comme Thièl où leur existence est totalement ignorée (enquêtes Thiam, 2006).

Tableau 4 : Complexité institutionnelle et des représentations entre les différents usagers des ressources naturelles (Thiam, I., 2003 ; réactualisé juillet 2006)

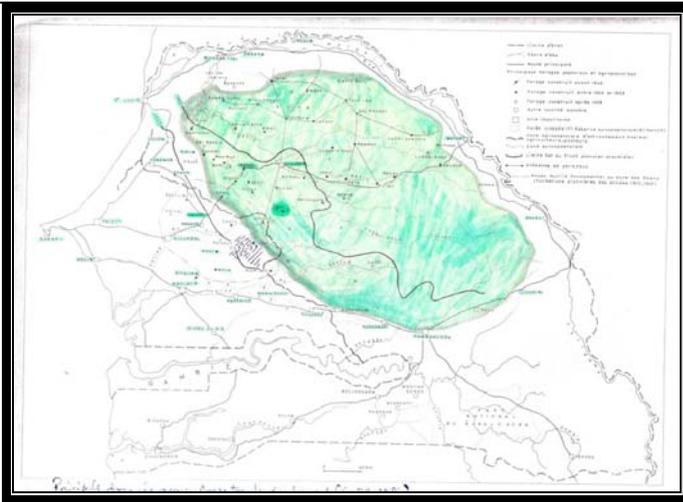
		Modalités d'usage et de représentations					
		Utilisateurs de la ressource ?	Représentants des utilisateurs	Institutions d'appartenance	Intervenants « professionnels » (médiateurs)	Opposants et/ou Concurrents	Représentation des opposants/concurrents
Types de ressources naturelles	Pâtûre (herbe des parcours)	Éleveurs autochtones et transhumants	Organisations d'éleveurs, Communauté rurale.	Ministère Agriculture et Elevage (A & E) ; Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales,...	CR ⁷ , CERP, SP, services techniques : Elevage et Agriculture, Service des E et F...	Éleveurs (dissensions internes), agriculteurs (SPA)	« L'espace pour tout le monde ! »
	Eau	Idem	Comité de gestion du forage	Idem	Service hydraulique pastorale, Elevage S.	Transhumants	
	Pâturage aérien	Idem	Organisation d'éleveurs/société	Ministère A et E / Ministère Env. et PN	Service des E et F	Service forestier	Espace à protéger : RSP
	Campements et mobilité	Éleveurs transhumants	Organisation d'éleveurs, chef de village	Ministère de l'intérieur	CERP, CR, SP, Chefs de village	Administration territoriale (régulation) / autochtones	Il y a trop de transhumants
	Production commerciale de charbon de bois	Exploitants allochtones saisonniers surtout	Pas d'association connue ; Exploitants individuels	Ministère Env. et PN	Service des E et F	E et F	Il n'y a plus de forêt.
	Bois de chauffage	Tous acteurs	Société : pratique commune !	Ministère Env. et PN	Service des E et F	Opposition tacite : usage "toléré"	
	Terres cultivées en céréales : cultures vivrières	Agropasteurs autochtones, agriculteurs	Chefs de village	Ministère A et E	CERP / Administration territoriale / CR ; Services Agricoles : SDA	Néant	
Terres cultivées en arachide : cultures de rente	Agriculteurs ; agropasteurs	Communauté rurale ; Chefs de village	Idem	CERP / Administration territoriale / CR ; Services Agricoles : SDA	Service forestier, CR, Administration territoriale, CERP	Faire respecter les normes (réglementation) et assurer une bonne GRN	

II. Thièl, un « territoire pastoral institué », mais une réalité agrosylvopastorale !

1. Du territoire naturel au territoire institué

Le Ferlo, région septentrionale naturelle du Sahel sénégalais, est vaste d'environ 3 millions d'ha. Il est à cheval sur les régions administratives de Louga, Saint-Louis, Matam (Bâ, 1986). Il a toujours été considéré comme une zone sylvopastorale pour l'administration coloniale comme pour l'Etat sénégalais dans le cadre des orientations de politiques de développement. Cette approche cache mal les disparités et réalités locales à l'échelle des communautés rurales.

⁷ CR : communauté rurale ; CERP : Centre d'Expansion rurale polyvalente, devenue CADEL (Centre d'Appui au Développement Local) qui dépend du ministère de l'Intérieur et est chargé du conseil technique local ; il regroupe, sous la tutelle de la SP (Sous-préfecture), toutes les structures et services techniques décentralisées de l'Etat (Service des Eaux et Forêts ; de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Aménagement du territoire, de la santé, du Développement à la base,...) avec pour tâche d'assister la CR.



Carte 2 : Carte du Sénégal (et le Ferlo colorié) (source : Bâ, 1986).

2. Une réalité hétérogène traduisant les dynamiques socio-productives !

Les dynamiques socio-productives en cours traduisent la forte diversité locale. La remontée du front pionnier agricole était timidement signalé (Bâ, op.cit.). Lake et al (2001) démontrent que cette dynamique est liée à l'acidification et à la pauvreté des sols dans le centre du pays (monoculture arachidière) (Pélissier, op.cit.). Déjà Weicker (1993) faisait le même constat avec le déplacement de la culture arachidière de l'Ouest vers l'Est (zone de Thièl). Le déplacement de l'agriculture impliquait une condition : l'existence de terres arables et « vierges » (terres pastorales jamais ou peu cultivées par les pasteurs) adaptées à la culture arachidière.

En outre, l'agriculture céréalière d'autosubsistance a fait partie du mode de vie pastoral (Bonfiglioli 1990). La nouveauté introduite vient de ce fait du type d'agriculture pratiquée (culture commerciale) et des enjeux fonciers liés à la diversité ethnique des acteurs, des possibilités spatiales limitées, des risques de conflits (Diouf, op.cit. ; Cornier 2001).

Des populations agropasteurs sérères arrivées vers la fin des années 80 du bassin arachidier et qui ont fini par s'y installer à force de pratique de transhumance annuelle, sont venues s'associer surtout des agriculteurs wolofs fondateurs de villages (*daaras*) d'un genre nouveau sous la direction des marabouts mourides⁹ (Pélissier, op.cit.).

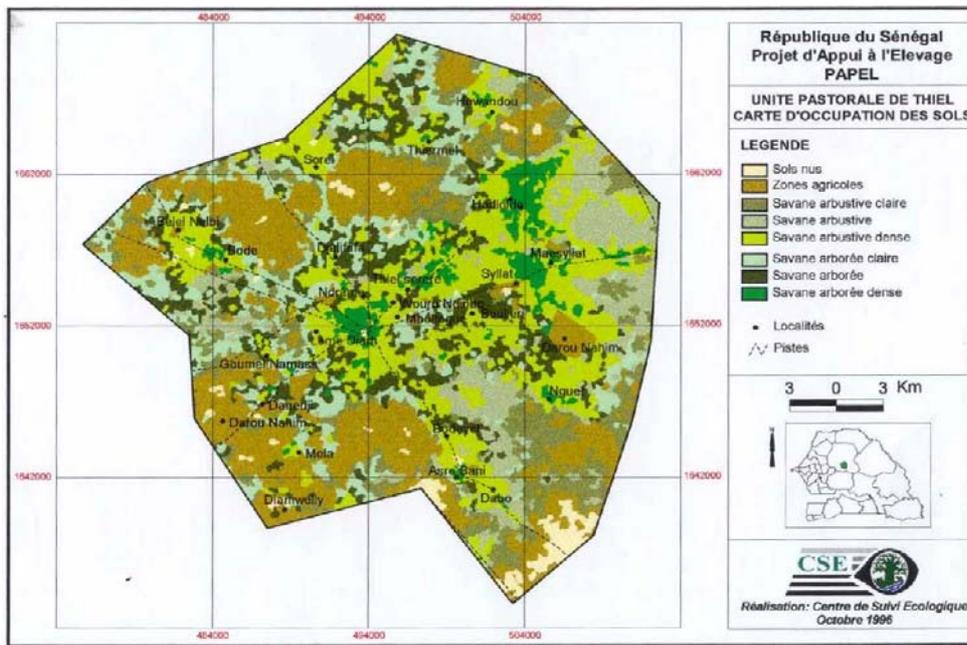
En conséquence, l'agriculture est une réalité dans cette zone. Mais mieux encore, le constat est que la diversité des activités et des systèmes de production semble être une réalité incontestée chez ces populations rurales : agricultures pluviales, élevage pastoral, activités extra agropastorales (carte 4).

L'analyse MED que nous proposons comme nouvelle approche d'analyse a cet avantage qu'elle permet de saisir l'impact des capitaux immatériels, outre la terre, le travail et le capital financier, facteurs de production de l'étude des exploitations agricoles (Brossier et al, 1997).

⁸ Par nous.

⁹ Le *mouridisme* est une confrérie fondée par Cheikh Ahmadou Bamba sous le Sénégal colonial et dont les pratiques religieuses insistent avant tout sur le travail et de l'apprentissage du coran et des écrits (*kbassaiid*) de leur cheikh.

Carte 3 : ressources et modes de mise en valeur foncière dans l'unité pastorale de Thièl (PAPEL10, 1997)



B. Pourquoi proposer une analyse des moyens d'existence durables (MED) ?

L'analyse des systèmes de production a longtemps été la pratique courante de recherche en Afrique (Barral, op.cit., Brossier et al, op.cit.). Cette approche, sans aucun doute, été adapté à son contexte qui n'est plus celui d'une agriculture mondialisée : faiblesse des capacités productives des pays sahéliens.

Une nouvelle méthode d'analyse et d'étude des exploitations agropastorales est à promouvoir prenant en compte ce nouveau contexte. Pour ce faire, elle doit donc avoir comme point focal « l'Homme ». Le questionnement de la recherche sur ces systèmes ruraux doit être recentré sur les stratégies de recherche de moyens d'existence durables de ces populations rurales. Ceci est d'autant plus indispensable dans la mesure où les activités agropastorales ne constituent plus l'intégralité des revenus des exploitations comme dans les deux premières décennies post - indépendance. Mieux, ces hommes et ces femmes, face à la diversité des incertitudes qui ne sont plus exclusivement bioclimatiques, face aux risques productifs, à l'absence de l'Etat des processus d'encadrement de la production, à la mondialisation des économies, pensent de plus en plus à la sécurisation de leur patrimoine et des sources de revenus par la diversification (Toulmin et Guéye, 2000).

Conséquemment, les notions de *réduction de la pauvreté*, de *développement durable* sont actuellement au cœur des préoccupations de ces populations comme des Etats traduisant pour la première fois des objectifs communs (Reibel, 1998 ; Pavé et al, 1998 ; Dixon et al, 2001).

L'analyse MED englobe à la fois ces préoccupations, des finalités écologiques (nécessité étatique et responsabilité locale des populations de gérer durablement des ressources naturelles limitées), sociales (reproductibilité des unités familiales) et économiques (revenus).

Les stratégies des exploitants ne peuvent aussi être analysé, comprises, en dehors de leurs systèmes d'appartenance, de dépendance que sont les institutions, les organisations, les politiques, les acteurs dans leurs diversité et leurs intérêts individuels ou de groupe. Entre ces différents éléments, il existe des interdépendances, des enjeux et des objectifs contradictoires suivant la diversité des acteurs concernés (Durstun, 1998) comme démontrés dans le tableau 4 (Thiam, I.

¹⁰ Programme d'appui à l'élevage, phase I, (Ministère de l'Elevage).

op.cit.). Différents travaux de recherche confirment que ces interrelations sont fortes, multiples et complexes, mais que renforcer la viabilité économique des zones rurales, c'est donner les moyens de sauvegarder les fonctions sociale et environnementale (OCDE, 2001).

C. L'approche MED revisitée : une prise en compte des réalités rurales locales et globales

La sécurisation des activités agropastorales est au centre des préoccupations des familles - exploitants agricoles particulièrement dans les pays du Sud où celles-ci dépendent étroitement des ressources naturelles disponibles annuellement.

Si certains problèmes comme les désastres naturels (sécheresses,...) sont difficiles à éliminer par l'homme, l'importance croissante de la pauvreté dans les pays sous-développés a fait émerger chez certains chercheurs de nouvelles méthodes d'analyse et d'action : l'analyse des moyens d'existence des ruraux.

En effet, la pauvreté apparaît comme un facteur aggravant des désordres environnementaux liés aux activités agropastorales (action anthropique). Pourtant, le fait même que ces activités soient dépendantes de l'environnement qui lui fournit les ressources explique la nécessaire symbiose économie – environnement.

L'analyse des moyens d'existence (Chambers, 1992 ; DFID, op.cit., Venema et al, 2004), implique à la fois une analyse environnementale, socioéconomique, démographique, politico-institutionnelle donc une connaissance des ressources et capitaux dont dispose l'exploitant (cf. figure 2). La famille est à l'interface de deux démarches :

- une démarche territoriale insérée dans le cadre d'une action collective (interface exploitation – territoire – acteurs multiples) où l'exploitant se trouve dans l'obligation de tirer tout ou partie de ses capitaux/revenus productifs de ressources collectives territoriales (figure 3),
- une démarche productive à finalité reproductive dans le cadre d'une action individuelle (interface exploitation – objectifs et activités des membres) avec obligation de subvenir aux besoins du groupe familial et de le pérenniser (figure 4).

Identifier les moyens d'existence implique donc une mise en exergue des stratégies agropastorales (figure 5) (McConnell et Dillon 1997 ; Dixon, Gulliver et Gibbon 2001).

En outre la recherche de moyens d'existence implique l'étude d'impacts d'autres capitaux (sociaux, humains) qui n'étaient jusque là pas pris en compte (figures 5 à 11).

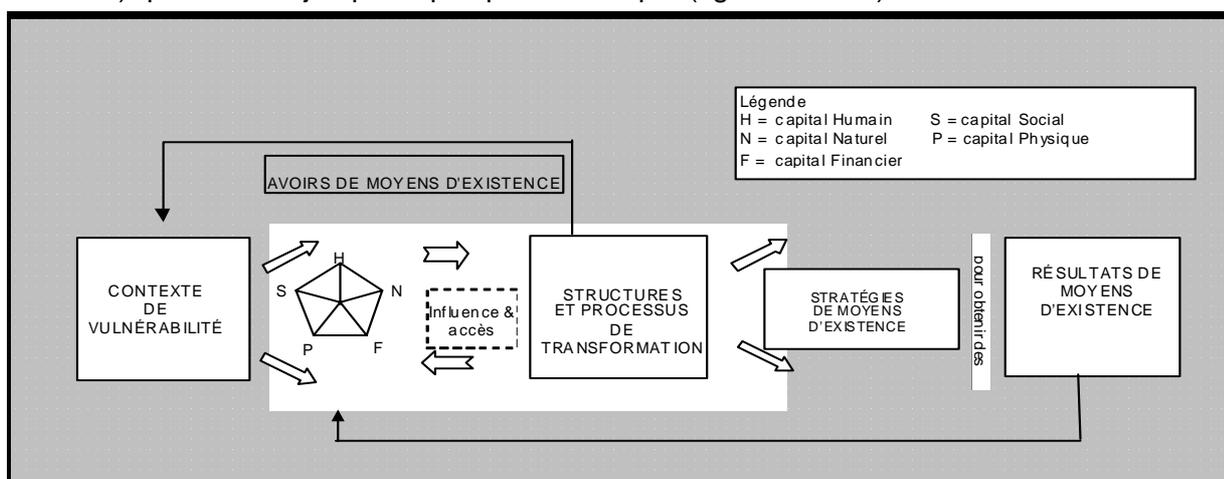


Figure 2 : Cadre d'analyse MED (Chambers, 1992; Dfid, 2000)

L'entrée par les facteurs de production a connu une large application dans la recherche – Développement au Sénégal (Benoît-Catin et Faye, 1983 ; Kleene, 1976). L'importance du capital humain dans l'analyse, générateur de réseaux sociaux, professionnels, culturels dans l'accès aux

terres agricoles et pastorales, est centrale dans la communauté rurale de Thièl. D'ailleurs, certaines études (OCDE, op.cit ; Zoundi, 2003 ; Toulmin et Guéye, op.cit.) ont très tôt montré l'importance des transformations en cours dans l'agriculture sahélienne en général et la nécessité d'une vision plus large des capacités et compétences ainsi que des réseaux relationnels et sociaux dans l'atteinte d'une durabilité des moyens d'existence.

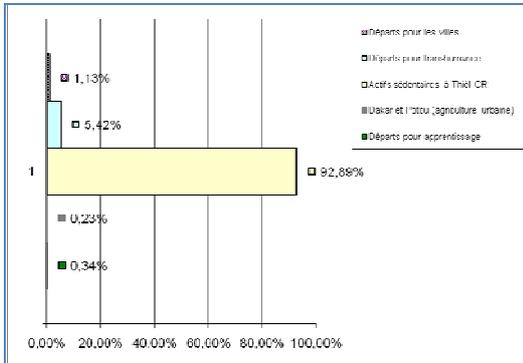


Figure 3 : stratégie et mobilité à la recherche de moyens d'existence durables (enquête Thiam, 2006)

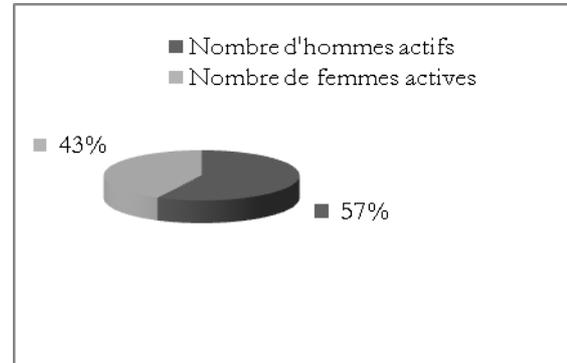


Figure 6 : Capital humain et genre (enquêtes Thiam 2006).

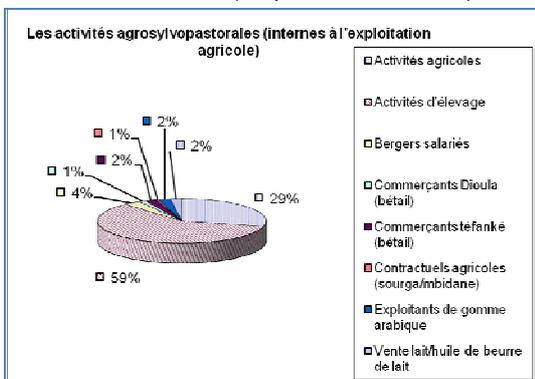


Figure 4 : Activités de moyens d'existence (enquêtes Thiam, 2006)



Figure 7 : Capital social, stratégie de conservation et gestion rationnelle des ressources naturelles (enquêtes Thiam : 2006)

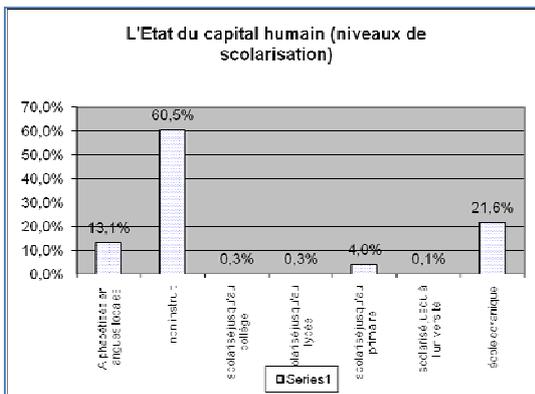


Figure 5 : apprentissage et représentativité du capital humain (enquête Thiam 2006)

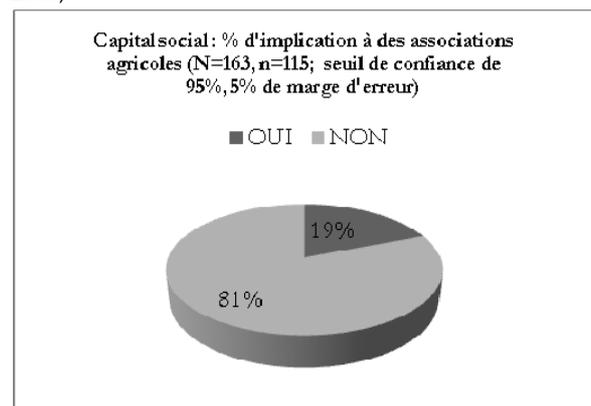


Figure 8 : Capital social et implications dans des associations agricoles comme stratégie d'accès aux intrants et matériels agricoles, de consolidation des productions agricoles (enquêtes Thiam : 2006)

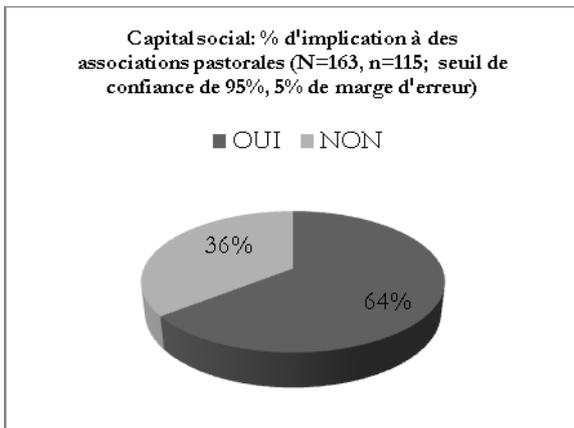


Figure 9 : Capital social et insertion dans des associations professionnelles pastorales (lobbying de maintien et de conservation des ressources pastorales face aux pionniers agricoles) (enquêtes Thiam : 2006)

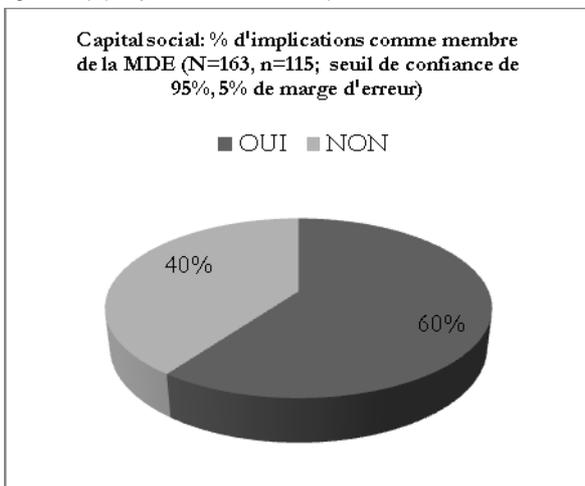


Figure 10 : Capital social et insertion dans des associations professionnelles pastorales (lobbying de maintien et de conservation des ressources pastorales face aux pionniers agricoles) (enquêtes Thiam : 2006)

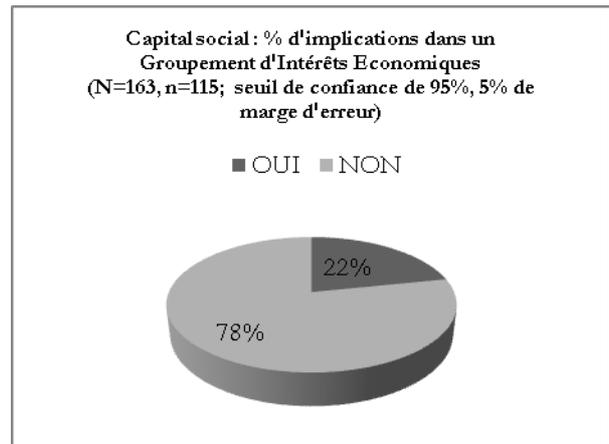


Figure 11 : Capital social et stratégie d'accès au capital financier via des structures mutualistes ou des projets (enquêtes Thiam : 2006)

Conclusion et perspectives

Comprendre le contexte bioclimatique, socioéconomique et politique et l'intégrer dans les cadres d'analyse des agricultures sahéniennes est devenu une obligation dans l'étude des systèmes d'activités des milieux marginaux (Batterbury et al, op.cit.). Des innovations méthodologiques sont donc nécessaires. L'approche MED permet, de par son caractère systémique, une prise en compte de cette réalité. Outre l'analyse historique des politiques publiques, une vision synchronique des dynamiques environnementales et sociodémographiques, une réflexion interne sur les exploitations s'impose. Il faut donc aller au-delà de l'analyse agronomique de la productivité du travail, du capital et de la terre en privilégiant une approche sécuritaire des systèmes productifs. Cela implique l'étude des capitaux sociaux et humains comme éléments pouvant contribuer à assurer une durabilité des moyens d'existence.

La main d'œuvre doit être appréhendée comme une composante du capital humain dont l'analyse inclue le niveau/type d'instruction, les modes d'apprentissages formels ou informels.

Le capital social tient lieu d'interaction entre les hommes et femmes d'une exploitation agropastorale et ses réseaux sociaux (associations, connexion avec des projets, programmes de recherche ou de développement, avec des structures mutualistes financières, avec des membres de la famille établis par migration en zones urbaines...) établis dans et en dehors du territoire et qui peuvent concourir à une meilleure sécurisation.

Cette méthode ouvre aussi d'importantes perspectives : comprendre le mode de mise en valeur d'un territoire dynamique et les enjeux sous-jacents.

Dans une vision systémique d'approche de l'exploitation soumise à des chocs et tendances externes et selon la théorie du comportement adaptatif des organisations en économie agricole, l'exploitation est une organisation flexible, dynamique, capable d'analyser l'information et d'agir (Orr et Mwale, 2001). Le concept MED permet une mesure de cette capacité d'adaptation. Celle-ci peut se traduire, dans ces environnements, par de multiples stratégies hors activités agropastorales.

La finalité de reproductibilité de l'exploitation mène, comme observée actuellement dans la communauté rurale de Thièl, vers une forte diversification. Les interconnexions de cette communauté rurale avec les marchés et la connexion au proche et lointain milieu urbain (Dahra, Touba, Louga et Dakar) ouvrent d'autres opportunités.

Au-delà de l'étude des moyens d'existence dans les exploitations agricoles dans les environnements incertains, une attention toute particulière doit être portée, dans la continuité de cette approche, sur l'efficacité des stratégies mises en œuvre par une classification typologique locale.

Références bibliographiques

- Bà C. 1986. Peul du Ferlo. Etude géographique. Dakar: NEA.
- Barral H., 1982. *Le Ferlo des forages. Gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral*, Dakar, ORSTOM.
- Barry A., Ndiaye F., Ndiaye S. et Tiffen M., 2000. Région de Diourbel : les aspects démographiques. *Drylands Research, Working Paper 13*, 49p.
- Batterbury S., Warren A. The African Sahel 25 years after the great drought: assessing progress and moving towards new agendas and approaches. *Viewpoint. Global Environment Change 11(2001) 1-8*. www.elsevier.com/locate/gloenvcha
- Bebbington A. Capitals and Capabilities: a framework for analysing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty. *World Development vol.27, n°12, pp.2021-2044, 1999*. www.elsevier.com/locate/worlddev
- Bennouna T., Kâ (A.) et Mbaye M., 1997. Gestion des ressources agropastorales au Sénégal. Cas de l'unité pastorale de Thièl. Rapport final première phase du projet CNES/SCOT CONSEIL/CSE, Dakar, Sénégal. 39 pages + annexes.
- Benoît - Catin M. 1975. Propositions méthodologiques pour l'analyse des systèmes de production. Isra – Cnra – Bambey, octobre 1975.
- Bonfiglioli A. M., 1992. L'agropastoralisme comme stratégie de survie, essai sur la relation entre l'anthropologie et la statistique. Banque mondiale, Washington DC. 57p.
- Bonnafis R., 2000. Suivi d'impacts du PPPOA au Sénégal : résultats préliminaires. Rapport de stage ESITPA/PPZS.
- Brossier J., Chia E., Marshall E., 1997. Gestion de l'exploitation agricole familiale. Eléments théoriques et méthodologiques. ENESAD-CNERTA Ed., 220p.
- Carney, D. (Ed) (1998) Sustainable rural livelihoods What contribution can we make? DFID.
- Chambers, R and Conway, G. (1992) Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century. IDS discussion paper; No 296
- Cornier, C., 2001. Identification des déterminants de la sécurité alimentaire en milieu pastoral sénégalais. Rapport de stage. Paris/Dakar, Université Paris XI/PPZS
- DFID, 2001. Notes d'information sur les moyens d'existence durables. *Department For International Development, London. 188p*. www.dfid.org (accédé en 09/03).
- Dia A.T., Fall A.S. 2003. Stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) et politiques agricoles au Sénégal, Réseau d'Expertise des Politiques Agricoles (REPA). 55p. accédé sur www.repa.org
- Diouf A., 2000. Analyse du paysage et de l'occupation des sols dans l'unité pastorale de Thièl (Ferlo). Mémoire de DEA de Géographie. FLSH, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.
- Dixon J., Gulliver A., Gibbon D., 2001. Systèmes d'exploitation agricole et pauvreté. Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs dans un monde changeant. Ed. Malcolm Hall, FAO/BM, Rome et Washington DC, 458p.
- DPS, 1993. *Recensement général de la population et de l'habitat de 1988 : rapport national (résultats définitifs)*. Direction de la Prévision et de la Statistique, Ministère de l'Economie et des Finances, Dakar, Sénégal
- Dps, 2003. *Recensement général de la population et de l'habitat (résultats définitifs)*. Dakar : Direction de la Prévision et de la Statistique, Division des enquêtes démographiques et sociales (DEDS), Ministère Economie et Finances.
- Durston J, 1998. Building Social Capital in Rural Communities (Where it doesn't exist). Meeting of the Latin American Studies Association (LASA), Chicago, IL, September 24-26, 1998. 23p.
- Fafchamps M., Mintem B., 1999. Social Capital and the Firm: Evidence from Agricultural Trade. World Bank and Catherine Red. SCI (Social Capital Initiative, World Bank). Working Paper N°20. 24p.
- Grosmaire M., 1957a. *Aménagements des zones sylvopastorales au Sahel sénégalais. Fasc. 14 : « Les hommes et leurs modes de vie »*, Service des Eaux et Forêts, Saint-louis, Sénégal.
- Grosmaire M., 1957b. Eléments de politique sylvopastorales au Sahel sénégalais. Fasc. 16, Aménagement des zones pastorales proches ou très proches des points d'eaux permanentes, Service des Eaux et Forêts, Saint-louis, Sénégal, 67 pages.

- Kâ A., 1997. La gestion des ressources pastorales par télédétection et SIG : l'expérience du Centre de Suivi Ecologique dans le suivi des Unités Pastorales au Sénégal. Centre de Suivi Ecologique, PNUD, Dakar, Sénégal, 13p.
- Keita Y., 1998. De l'essai d'un bilan des législations foncières en Afrique francophone de 1960 à 1990. In LAVIGNE DELVILLE Ph. (dir.). *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*. Ed. Karthala et Coopération française. p.377.
- Kleene P. 1976. Notion d'exploitation agricole et modernisation en milieu wolof Saloum. (Sénégal). *Agronomie tropicale* XXXI – 1, 63-81.
- Lake L. A., Ndour N., Thiobane M., Touré K. Dynamique de la répartition des paysages ruraux dans le nord du Sénégal depuis le milieu du XX e siècle. *Sécheresse*. Volume 14, Numéro 1, 5-13, Janvier 2003.
- Loi d'Orientation Agrosylvopastorale (LOASP), Loi N°2004-16 promulguée le 04 juin 2004, République du Sénégal, 26p.
- Loi N°64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine National. République du Sénégal.
- Loi N°72-25 du 19 avril 1972 instituant les communautés rurales au Sénégal.
- Loi N°93-06 et N°98-164 du 20 février 1998 base du Code forestier de la République du Sénégal
- McConnell, D.J. and Dillon J.L., 1997. Farm Management for Asia: A systems Approach. *FAO Farm Systems Management Series-13*, FAO, Rome, 1997. 352p.
- Nguyen G, Gafsi M. et Legagneux B. 2004. exploitation agricole et développement territorial : quelles relations les exploitations entretiennent-elles avec leurs territoires ? Colloque SFER « Les systèmes de production agricoles : performances, évolution, perspectives », Paris, 18-19 septembre 2004. 20p.
- OCDE, 1996. Etat des réflexions sur les transformations de l'agriculture dans le Sahel. Note de synthèse, Paris : Club du Sahel. 56p.
- Orr A. and Mwale B. Adapting to adjustment: Smallholder Livelihood Strategies in Malawi. *World Development*, Vol.29, N°8, pp.1325-1343, 2001. Downloaded at www.elsevier.com/locate/worlddev
- Pavé A., Courtet C. et J. L. Volatier, 1998. Environnement : comment la communauté scientifique voit les problèmes ? *Le Courrier de l'environnement n°34, juillet 1998*
- Pélissier P., 1995. *Campagnes africaines en devenir*. Ed. Arguments, 318p.
- Reibel, C. 1998. Indicateurs agroécologiques. Jauger l'impact des pratiques sur l'environnement. *Le Courrier de l'environnement n°33, avril 1998*.
- Scoones I., 1998. Sustainable Rural Livelihoods. A framework for Analysis. IDS Working Paper 72. 21p.
- Scoones I., 1999. Les nouvelles orientations du Développement pastoral. Kartala.
- Sharp J.S., Smith M.B. Social Capital and Farming at the rural-urban interface: the importance of nonfarmer and farmer relations. *Agricultural systems* 76 (2003) 913-927. acceded on www.elsevier.com/locate/agsv
- Simon E., 2004. Les secrets d'un bon domaine. Une explication par les compétences centrales. *Revue française de gestion*, N°149/2004. p.101-116.
- Swallow B. M., 1994. The Role of Mobility within The Risk Management Strategies Of Pastoralists And Agro-Pastoralists. SARLs Gatekeeper Series, SA 47, London, International Institute for Environment and Development, Sustainable Agriculture and Rural Livelihoods Programme. Downloaded 12/17/04 on www.iied.org
- Thiam I. 2001. Caractérisation des pratiques de gestion des ressources pastorales du Ferlo (Thièl, Réwane et Tatki) dans un contexte biologique et socioéconomique évolutif. Mémoire d'Ingénieur Agronome, Montpellier : CNEARC, 2001. 121p.
- Thiam I., 2003. Stratégies des exploitations agropastorales de Thièl (Ferlo, Sénégal) dans un contexte d'incertitudes sur les ressources naturelles productives. Mémoire DEA ESSOR (INP-ENSAT/ENFA/UTM). 88p.
- Thiam M. 1991. *Politiques de développement rural au Sénégal ; l'exemple de l'élevage semi – nomade des peuls dans le Sud-Ouest du Ferlo. Une activité en crise*. Thèse de Doctorat, Université d'Aix – Marseille II, 1991. 550 p.
- Toulmin C. et Guéye B., 2000. Transformations de l'agriculture ouest-africaine. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
- Touré O., 1986. Une société pastorale en mutation sous l'effet des politiques de développement : les peuls du Ferlo du début du siècle à nos jours. Etudes et travaux de L'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de DAKAR, N° 8.
- Traoré S., 2000. De la divagation des champs : difficultés d'application d'un principe coutumier de gestion partagée de l'espace pastoral au Ferlo (Sénégal). In Lavigne Delville et al. 2000. Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest. Karthala/Ured.
- Venema B. and Van Eijk J. Livelihood Strategies Compared: Private Initiatives and Collective Efforts of Wolof Women in Senegal. *African Studies*, 63, 1, July 2004, Carefax Publishing. Pp 1-22.
- Weicker M. 1993. Nomades et sédentaires au Sénégal. Col. Etudes et Recherches N°139-140. ENDA Editions, Dakar, 1993 ; 161p
- Zoundi J.S. 2003. Innovation technologique dans le processus de changement structurel de l'Agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. « Quel rôle pour la Recherche et la Vulgarisation agricole ? », OCDE, juin 2003.